

## 1 - Actualité nationale et internationale

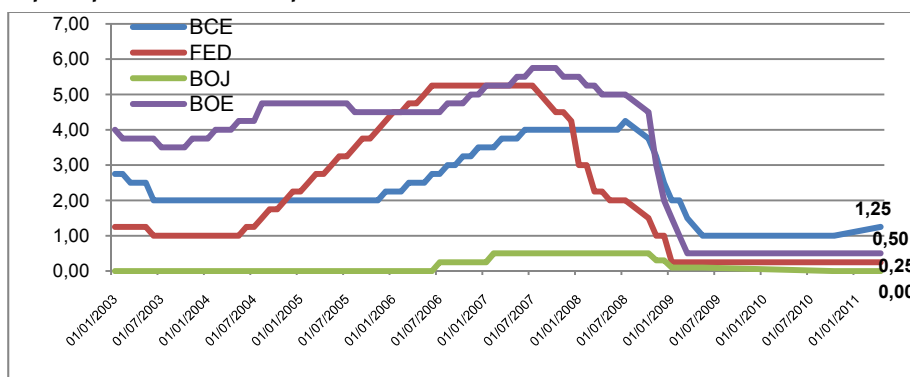
### Taux d'intérêt

**La BCE augmente ses taux de 25 points de base pour la première fois depuis juillet 2008**

Le 7 avril 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de relever de 25 points de base le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 1,25 %, 2 % et 0,50 %. Le Président de la BCE observe que «les données économiques récentes confirment que la tendance de l'activité économique dans la zone euro reste positive dans un contexte d'incertitude toujours élevé».

**La Fed maintient le statu quo monétaire**

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 15 mars 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a décidé de poursuivre le programme de rachat d'actifs annoncé en novembre 2010 à hauteur de 600 milliards de dollars d'ici fin juin. Dans son communiqué, la Fed observe que la reprise économique repose sur des bases plus solides.



### Entrée en vigueur des nouveaux taux de l'usure au 1<sup>er</sup> mai 2011

En application de l'article 1<sup>er</sup> et de l'article 61 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (dite loi Lagarde) qui a modifié les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers autres que les crédits immobiliers, les catégories d'opérations concernées seront, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2011 dans les collectivités du Pacifique, définies à raison du montant des prêts, selon les modalités précisées par l'arrêté du 22 mars 2011 fixant les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure (montant inférieur ou égal à 3000 € (357 995 francs CFP), montant supérieur ou égal à 3000 € (357 995 francs CFP) et inférieur ou égal à 6000 € (715 990 francs CFP), montant supérieur à 6000 € (715 990 francs CFP)).

Il faut rappeler qu'un prêt usuraire est défini comme tout prêt conventionnel consenti à un taux effectif global (TEG) qui excède, au moment où il est consenti, de plus du tiers, le taux effectif moyen pratiqué au cours du trimestre précédent par les établissements de crédit. Rappelons également que les taux effectifs moyens déterminés et les taux usuraires sont calculés sur une base trimestrielle par la Banque de France. Ils sont publiés au Journal Officiel dans la seconde quinzaine du dernier mois de chaque trimestre civil et sont également consultables sur le site internet de la Banque de France.

La loi Lagarde comporte également des mesures transitoires pendant une période ne pouvant excéder deux années. Les seuils de l'usure seront alors calculés pour sept catégories d'opérations en organisant un passage progressif des anciens vers les nouveaux taux de l'usure. La période transitoire doit permettre aux prêteurs de faire évoluer leur offre sans créer à court terme de risque pour l'accès au crédit.

### Chômage

**Légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois**

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 701 100 fin février 2011, soit une baisse de 0,1 % sur un mois en données CVS-CJO (- 2 100 personnes). Sur un

an, ce nombre croît de 1,3 % (- 1,6 % pour les hommes et + 4,7 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A augmente de 13,5 %.

#### Légère baisse du taux de chômage dans la zone euro sur un an

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,9 % en février 2011, en baisse de 0,1 % par rapport à janvier. Il était de 10 % en février 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en février 2011. Il était de 9,6 % en février 2010.

### Inflation

#### Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,5 % sur un mois en février 2011 ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,4 %.

#### Inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,6 % en mars 2011. Il était de 2,4 % en février.

### Asie/Pacifique

#### La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 mars 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Pour faire face aux premiers effets économiques du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon le 11 mars 2011 (coût estimé à 310 milliards de dollars), la BoJ a pris des mesures exceptionnelles pour soutenir les banques et éviter des mouvements brusques sur les marchés des capitaux. Le Japon a également bénéficié d'une opération concertée des banques centrales du G7 sur le marché des changes pour faire baisser le yen. Le PIB du Japon a reculé de 0,3 % au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent et de 1,3 % en glissement annuel. En février 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 0,4 % par rapport à janvier. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,3 % sur un an en février. Les dépenses de consommation des ménages ont baissé de 0,2 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS a reculé à 4,6 %. En février 2011, les exportations et les importations ont crû respectivement de 9 % et de 9,9 % en glissement annuel et l'excédent commercial s'élève à 5,7 milliards d'euros.

#### La Banque centrale de Chine relève à deux reprises ses taux pour réduire le volume des liquidités et lutter contre l'inflation

La Banque centrale de Chine a relevé de 50 points de base le taux des réserves obligatoires le 25 mars 2011 et de 25 points de base ses taux directeurs le 6 avril 2011, soit 3,25 % pour le taux de dépôt à un an et 6,31 % pour les prêts à plus d'un an. En février 2011, le taux d'inflation est estimé à 4,9 % sur un an. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 2,4 % et de 19,4 % sur un an. Le déficit commercial (le premier enregistré par la Chine depuis mars 2010) a atteint 7,3 milliards de dollars au mois de février.

### Dossiers législatifs

#### 1 - Incidents de paiements de chèques

Le décret n° 2011-243 du 4 mars 2011 portant modification des dispositions du code monétaire et financier relatives aux incidents de paiement de chèques a été publié au Journal Officiel de la République du 6 mars 2011.

#### 2 - Réforme du crédit à la consommation

Le décret n° 2011-304 du 22 mars 2011 déterminant les modalités du remboursement minimal du capital emprunté à chaque échéance pour les crédits renouvelables a été publié au Journal Officiel de la République du 23 mars 2011.

#### 3 - Outre-mer

- 1- L'ordonnance n° 2011-322 du 24 mars 2011 portant extension et adaptation en Nouvelle-Calédonie, à Wallis-et-Futuna, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin de la législation relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée a été publiée au Journal Officiel de la République du 25 mars 2011.
- 2- Le décret n° 2011-358 du 30 mars 2011 modifiant des dispositions du livre VII du code monétaire et financier relatives aux comptes bancaires (Fichier des comptes d'outre-mer) a été publié au Journal Officiel de la République du 1<sup>er</sup> avril 2011.

### Publications de l'IEOM

#### 1 – L'économie polynésienne en 2010, l'économie calédonienne en 2010, l'économie de Wallis-et-Futuna en 2010

Note expresse n° 31, 32 et 33 dans la série « Portrait »

#### 2 – Le PNB des banques polynésiennes en 2009

Note expresse n° 34 dans la série « Eclairage »

#### 3 – La situation financière des entreprises polynésiennes en 2009

Note de l'Institut d'émission

Ces documents sont disponibles en téléchargement sur notre site internet ([www.ieom.fr](http://www.ieom.fr))

## Autres Publications

### 1 – L'utilisation du chèque en France

Le rapport réalisé par Edgar, Dunn & Company pour le Comité consultatif du secteur financier est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/autres/sommaire-utilisation-cheque.htm>

### 2 - Fédération bancaire française

Le surendettement : mini-guide n° 22 mini-guide, nouvelle édition mars 2011

Ce document est disponible en téléchargement sur : [www.fbf.fr](http://www.fbf.fr)

### 3 – Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT)

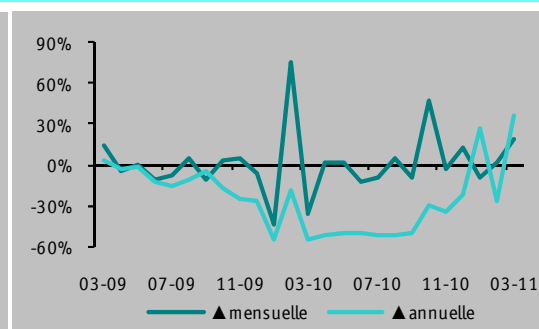
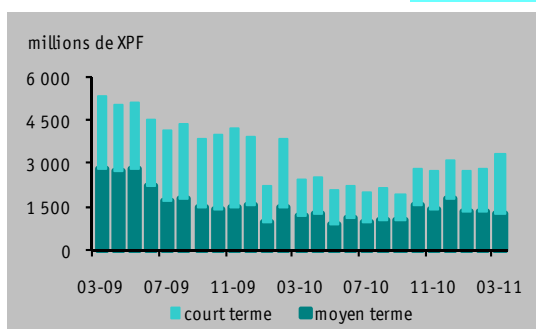
Le GAFI (Groupe d'action financière) a achevé et adopté la troisième évaluation mutuelle du système LBC/FT de la France. La synthèse du rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/4/0/47221103.pdf>

## 2 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

Fortes hausses du refinancement à court terme

en millions de F CFP	mars-10	févr-11	mars-11	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 152	1 493	2 021	35,3%	75,5%
Utilisations à moyen terme	1 256	1 275	1 258	-1,3%	0,2%
<b>Refinancement total</b>	<b>2 407</b>	<b>2 768</b>	<b>3 278</b>	<b>18,4%</b>	<b>36,2%</b>



### Cotation

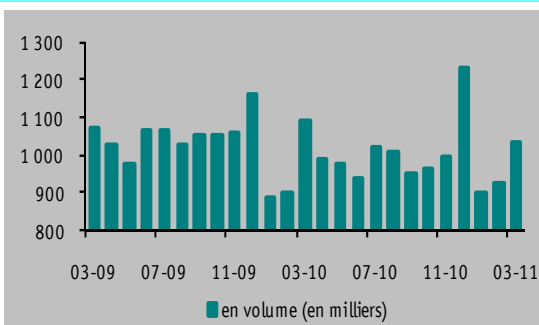
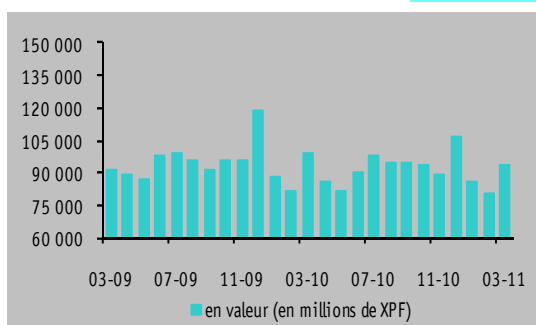
Recul sur l'année du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	mars-10	févr-11	mars-11	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	5 651	6 688	6 736	0,7%	19,2%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 491	1 255	1 268	1,0%	-15,0%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 573	1 486	1 502	1,1%	-4,5%

### Compensation

Progression en volume et en valeur sur le mois des valeurs échangées

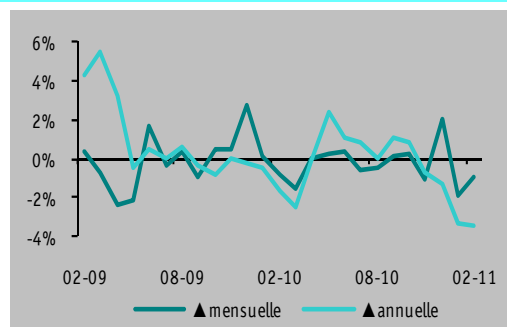
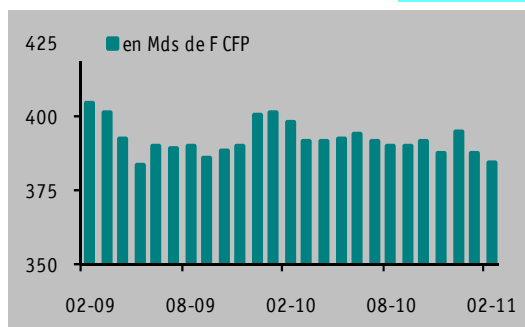
	févr-11	mars-11	▲/mois	Cumul 2011	▲ cumul/an
Nombre	925 630	1 032 115	11,5%	2 853 896	-0,8%
Montant (millions de F CFP)	79 916	93 037	16,4%	258 401	-3,7%



## Masse monétaire

Deuxième mois de repli de la masse monétaire

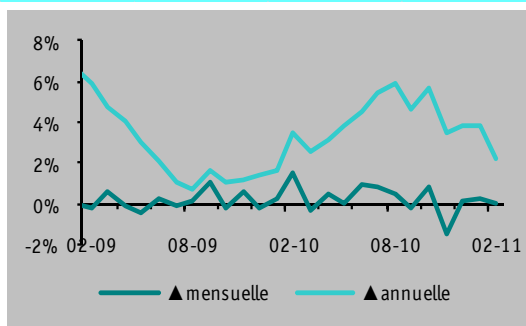
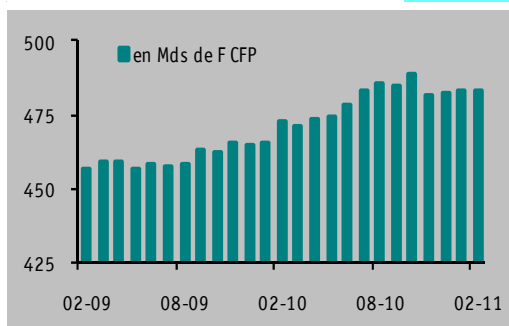
en millions de F CFP	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 758	14 138	14 052	-0,6%	2,1%
Dépôts à vue	159 141	153 110	151 143	-1,3%	-5,0%
Comptes sur livrets	111 635	110 609	109 064	-1,4%	-2,3%
Comptes d'épargne logement	231	232	235	1,3%	1,6%
Dépôts à terme	105 728	105 199	105 478	0,3%	-0,2%
Autres	6 870	4 047	3 877	-4,2%	-43,6%
<b>Total M3</b>	<b>397 363</b>	<b>387 336</b>	<b>383 849</b>	<b>-0,9%</b>	<b>-3,4%</b>



## Concours des banques locales à l'économie

Stabilité des concours bancaires sur le mois

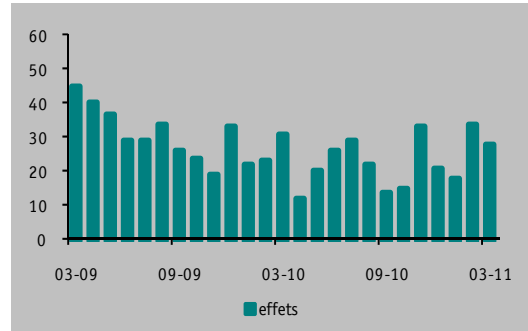
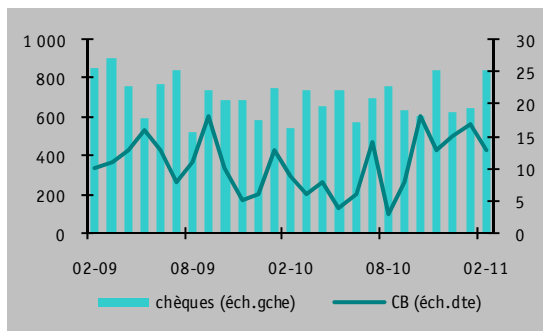
en millions de F CFP	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	141 129	136 118	135 160	-0,7%	-4,2%
Crédits d'équipement	64 027	60 374	60 636	0,4%	-5,3%
Crédits à l'habitat	154 316	156 082	156 403	0,2%	1,4%
Autres crédits	73 734	77 376	78 187	1,0%	6,0%
Créances dout. brutes	39 356	53 323	52 955	-0,7%	34,6%
<b>Total CCB</b>	<b>472 562</b>	<b>483 273</b>	<b>483 342</b>	<b>0,0%</b>	<b>2,3%</b>



## Incidents de paiement

Forte hausse du nombre d'incidents de paiement

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
<b>Incidents de paiements :</b>	<b>570</b>	<b>681</b>	<b>888</b>	<b>30,4%</b>	<b>55,8%</b>
- sur chèques	538	646	841	30,2%	56,3%
- sur effets	23	18	34	88,9%	47,8%
- retraits de cartes bancaires	9	17	13	-23,5%	44,4%



## Interdits bancaires

Stabilité relative sur le mois de février des interdictions bancaires

en nombre	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 857	3 687	3 700	0,4%	-4,1%
- dont personnes physiques	3 411	3 264	3 268	0,1%	-4,2%
- dont personnes morales	446	423	432	2,1%	-3,1%

## 3 – Brèves économiques locales

### Nautisme

#### Construction de deux marinas à sec à Tahiti

A l'occasion du salon nautique annuel « Nautica Porinetia », qui s'est déroulé fin mars à Papeete, deux projets de construction de marinas à sec sur Tahiti ont été présentés. La première située à Papeete offrira une capacité de stockage de 140 bateaux ; la seconde, à Punaauia (côte ouest), pourra accueillir 150 unités. Elles permettront le désengorgement des marinas existantes, qui disposent actuellement d'une capacité totale d'environ 1 500 places et ne peuvent répondre à la demande. Les nouvelles installations devraient ainsi contribuer à dynamiser la plaisance.

### Desserte maritime

#### La liaison des îles-Sous-le-Vent

La desserte maritime des îles-Sous-le-Vent possède un potentiel conséquent. En effet, elle représente plus du tiers du volume total annuel du fret maritime interinsulaire et plus de la moitié du trafic de passagers. En 2010, les rotations du King Tamatoa, cargo mixte d'une capacité d'un millier de passagers, a contribué à l'accroissement du transport de personnes vers les îles-Sous-le-Vent (19 469 contre 6 743 l'année précédente). Après le départ du navire, les pouvoirs publics ont choisi d'assurer la relève avec un bateau de la flottille administrative en attendant l'émergence d'initiatives privées.

En mars 2011, deux projets ont été présentés et ont reçu un avis favorable du Comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire (CCNMI).

#### Le projet Te Ao Tea

Un homme d'affaires local propose d'affréter un cargo mixte d'occasion, mis en service en 1998, d'une capacité de plus de 1 000 passagers et 250 véhicules et dont le coût d'acquisition s'élève à 1,9 milliard de F CFP.

#### Le projet Raromatai Express

Le projet concurrent, présenté par un armateur de la place, porte sur un trimaran d'occasion de 2002, d'une valeur de 600 millions de F CFP. Exclusivement consacré au transport de passagers (capacité de 450 passagers), il serait destiné à des rotations vers les îles-Sous-le-Vent et au renforcement de la desserte de Moorea pour les départs du week end.

### Perliculture

#### Vente aux enchères à Tahiti en mars

Quatre GIE de perliculteurs se sont réunis pour organiser une vente aux enchères à la mairie de Pirae (Tahiti, côte est). Ils proposaient plus de 450 000 perles à la vente. Quelque 45 acheteurs, pour la plupart étrangers (japonais, chinois, indiens et américains), ont fait le déplacement.

Les résultats ont paru encourageants, avec un taux de vente de 52,4 % et un prix moyen de 1 608 F CFP. Les recettes totales se sont élevées à 280 millions de F CFP, dont 38 millions pour des perles déclassées. Les vendeurs expliquent le taux d'inventus par la présence de perles baroques, pour lesquelles la demande est faible.

Les organisateurs de la vente envisagent la tenue d'une nouvelle vente en août prochain et de quatre pour 2012.

## Enseignement supérieur

### Rapport 2010 de l'UPF

Début avril, l'Université de la Polynésie française (UPF) a diffusé son rapport d'activité pour l'année 2010. Selon le compte financier 2010, le budget de l'UPF s'est élevé à 1,2 milliard de F CFP, en hausse de 0,7 % par rapport à l'année précédente. Son taux d'exécution a atteint 88 % en termes de dépenses (90 % en 2009) et 99 % pour les recettes (93 % en 2009). Les plus importants postes de dépenses sur l'année ont été l'immobilier, qui inclut les dépenses d'électricité et de maintenance courante, (37 % du total), la formation (29 %) et la recherche (13 %). Les principales sources de recettes ont été les subventions de l'Etat (75 %).

Sur l'année scolaire 2010-2011, le nombre d'étudiants inscrits à l'UPF a diminué de 1 % en glissement annuel (3 211 contre 3 243 en 2009-2010). Parmi les étudiants suivant une formation initiale (92 % du total en 2010-2011), 38 % ont choisi la filière droit/économie/gestion, 35 % la filière lettres/langues/sciences humaines, 22 % la filière science et 5 % l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres).

En 2009, le taux de réussite en licence était de 17 % (18 % en 2009 contre 30 % en métropole). Par ailleurs, l'absentéisme y est important, de 36 % en 2010 pour le département sciences à 46 % en droit/économie/gestion et à 49 % en lettres/langues/sciences humaines.

Face à ce constat, l'UPF souhaite, à travers son projet d'établissement 2012-2015, renforcer l'accompagnement pédagogique et réviser la carte des formations afin d'améliorer les résultats jugés décevants.

## Politique

### Adoption d'une motion de défiance

Vendredi 1<sup>er</sup> avril 2011, le gouvernement Tong Sang a été renversé par une motion de défiance, conduite par une coalition autour de l'UPLD, parti à composante majoritaire indépendantiste. O.Temaru retrouve la présidence du Pays pour la 5<sup>e</sup> fois depuis 2004.

Jeudi 14 avril, l'Assemblée de Polynésie française a procédé à l'élection de son nouveau président. J.Drollet, issu de la même mouvance politique que le président du pays, devient le 10<sup>e</sup> à occuper cette fonction depuis 2004.

## **4 – Brèves économiques régionales**

---

### Nouvelle-Zélande : réglementation financière

#### Création d'un super régulateur des marchés financiers

En novembre 2009, le Groupe d'action financière contre le blanchiment d'argent (GAFI) estimait que la réglementation financière en Nouvelle-Zélande présentait des lacunes, notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il constatait aussi que les exigences légales concernant les institutions financières du pays étaient insuffisantes.

Le 7 avril 2011, le Parlement néo-zélandais a adopté une loi portant création de la Financial markets authority (FMA). Cette institution, qui se substitue à la Securities commission, devient le régulateur unique du secteur financier et a pour mission de ramener sur les marchés de capitaux du pays la confiance des investisseurs, échaudés par les pertes financières dans les années 2006-2009.

Dès son entrée en fonctions, prévue pour le 1<sup>er</sup> mai 2011, la FMA disposera de compétences beaucoup plus étendues que la Securities commission. Elle aura notamment le pouvoir de poursuivre rétroactivement devant les tribunaux les dirigeants de sociétés financières soupçonnées de faillite frauduleuse.

### Australie : marchés boursiers

#### Remise en cause du projet de fusion ASX/SGX

Le projet de fusion entre les bourses de Sydney et Singapour (Australian stock exchange et Singapore exchange), présenté en octobre 2010, pourrait ne pas voir le jour. En effet, le Foreign Investment Review Board (FIRB), chargé de l'évaluation des investissements étrangers, a émis un avis défavorable, doutant de l'opportunité de l'opération au regard des intérêts nationaux.

### Australie : commerce extérieur

#### Déficit de la balance des biens et services en février 2011

Pour la première fois depuis près d'un an, le solde de la balance des biens et services australienne est devenu négatif, - 205 millions de dollars australiens (environ 150 millions d'euros) contre + 1,433 milliard en janvier (1 milliard d'euros). Selon l'Australian bureau of statistics (ABS), cette évolution est due à la baisse des exportations de métaux et de minéraux, conséquence des inondations qui ont endommagé les mines de charbon dans le nord-est du pays et de la hausse des importations d'hydrocarbures.

## Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲ /mois	▲ /an
<b>Indicateurs macroéconomiques</b>						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	fév.11	102,0	104,0	103,9	-0,1%	1,8%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	jan.11	122,9	121,3	120,8	-0,4%	-1,7%
Commerce extérieur						
Exportations (en M F CFP)	jan.11	1 049	1 038	444	-57,2%	-57,6%
Importations (en M F CFP)	jan.11	10 944	14 035	10 758	-23,3%	-1,7%
						(source : ISPF)
<b>Entreprises</b>						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	jan.11	1 520	2 154	1 784	-17,2%	17,3%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	fév.11	90	153	104	-32,0%	15,6%
Camions	fév.11	3	10	3	ns	ns
Camionnettes	fév.11	87	143	101	-29,4%	16,1%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	fév.11	446	423	432	2,1%	-3,1%
						(sources : ISPF, IEOM)
<b>Ménages</b>						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	jan.11	1 861	2 160	1 779	-17,6%	-4,4%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	jan.11	2 307	2 984	2 520	-15,5%	9,2%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	fév.11	285	204	224	9,8%	-21,4%
Personnes physiques en interdiction bancaire	fév.11	3 411	3 264	3 268	0,1%	-4,2%
						(sources : ISPF, IEOM)
<b>Secteurs</b>						
<b>Agriculture</b>						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	jan.11	722	534	214	-59,9%	-70,4%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	jan.11	21	73	21	-71,6%	-0,5%
<b>BTP</b>						
Importations de ciment (en M F CFP)	jan.11	168	76	63	-17,2%	-62,7%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	jan.11	106	141	167	18,3%	57,2%
<b>Industrie</b>						
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)	jan.11	5	28	32	14,9%	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	jan.11	51	25	25	3,4%	-50,2%
<b>Tourisme</b>						
Trafic aérien (nb)	jan.11	39 779	45 006	42 677	-5,2%	7,3%
Nombre de touristes	jan.11	9 016	13 798	11 371	-17,6%	26,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	mar.11	40,6%	51,3%	52,8%	+1,5pt	+ 12,2pts
						(sources : ISPF, CPH)
<b>Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)</b>						
<b>Dépôts</b>						
Ménages						
Dépôts à vue	fév.11	59 600	57 309	57 832	0,9%	-3,0%
Comptes sur livret	fév.11	104 892	104 073	102 397	-1,6%	-2,4%
Dépôts à terme	fév.11	54 099	54 569	53 147	-2,6%	-1,8%
Entreprises						
Dépôts à vue	fév.11	83 373	79 003	78 606	-0,5%	-5,7%
Dépôts à terme	fév.11	35 481	40 145	40 385	0,6%	13,8%
<b>Encours bancaires</b>						
Ménages						
Crédits de trésorerie	fév.11	88 043	84 107	82 865	-1,5%	-5,9%
Crédits à l'habitat	fév.11	130 268	132 516	133 383	0,7%	2,4%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	fév.11	50 283	50 014	50 658	1,3%	0,7%
Crédits d'équipement	fév.11	54 915	51 499	51 673	0,3%	-5,9%
<b>Créances douteuses</b>						
Créances douteuses brutes	fév.11	39 292	53 271	52 903	-0,7%	34,6%
						(source : IEOM)



## 5 - Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,50%	13/04/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,25%	13/04/2011
taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	13/04/2011

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,80% à 6,25% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	13/04/2011	2,00%	
taux de l'escompte de chèques	13/04/2011	2,00%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	31/03/2011	28/02/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,9020%	0,6890%	+ 0,213 pt	0,8170%	+ 0,085 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,9680%	0,8670%	+ 0,101 pt	0,7820%	+ 0,186 pt	banques locales	7,10%	01/07/2009
EURIBOR 3 mois	1,2390%	1,0940%	+ 0,145 pt	1,0060%	+ 0,233 pt	taux d'intérêt légal	taux	JORF
EURIBOR 6 mois	1,5460%	1,3790%	+ 0,167 pt	1,2270%	+ 0,319 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011
EURIBOR 12 mois	1,9960%	1,7670%	+ 0,229 pt	1,5070%	+ 0,489 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/03/2011	28/02/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	0,6483%	0,6780%	+ 0,224 pt	0,4902%	+ 0,412 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	0,9020%	0,8930%	+ 0,009 pt	0,8110%	+ 0,091 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	1,1760%	1,0870%	+ 0,089 pt	1,0220%	+ 0,154 pt	EURIBOR: EUR, InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	1,4850%	1,3530%	+ 0,132 pt	1,2510%	+ 0,234 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	1,9270%	1,7160%	+ 0,211 pt	1,5260%	+ 0,401 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	3,8600%	3,8500%	+ 0,010 pt	3,5900%	+ 0,270 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	3,6600%	3,6500%	+ 0,010 pt	3,3900%	+ 0,270 pt	
TRBOSP	3,8700%	3,7600%	+ 0,110 pt	3,6500%	+ 0,220 pt	

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/03/2011	28/02/2011	31/12/2010	31/03/2010	28/02/2011	31/12/2010	31/03/2011	28/02/2011	31/12/2010
taux JJ	0,200%	0,250%	0,230%	0,080%	0,105%	0,080%	0,570%	0,570%	0,490%
3 mois	0,475%	0,465%	0,476%	0,280%	0,340%	0,110%	0,890%	0,800%	0,820%
10 ans emprunts phares	3,470%	3,440%	3,310%	1,270%	1,270%	1,120%	3,690%	3,690%	3,400%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,12%
Prêts à taux fixe	5,61%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,01%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,77%
Prêts relais	5,99%	Découverts en compte (1)	13,77%
<b>Autres crédits aux particuliers</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,65%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,47%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF	19,67%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF	7,77%		Découverts en compte (1)

(1) y compris commission du plus fort découvert

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	83,9950	1 NZD/XPF	64,1637	1 HKD/XPF	10,7935	1 GBP/XPF	135,0365	
100 JPY/XPF	101,4639	1 AUD/XPF	86,8752	1 SGD/XPF	66,6583	100 VUV/XPF	89,7656	1 FJD/XPF	46,2957